

**Convention collective régionale**

IDCC : 528. – **INDUSTRIE DE LA TEINTURERIE  
NETTOYAGE ET DE LA BLANCHISSERIE  
(NORD ET PAS-DE-CALAIS)  
(25 février 1955)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,  
*Journal officiel* du 30 mai 1971)

■ *Journal officiel* du 16 février 2007

**Arrêté du 8 février 2007 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blan-  
chisserie du Nord et du Pas-de-Calais (n° 528)**

NOR : SOCT0710302A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu les arrêtés du 23 avril 1971 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 20 juillet 2006, portant extension de la convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du 25 février 1955, et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 10 du 31 octobre 2006, relatif aux rémunérations minimales conventionnelles, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 janvier 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du

25 février 1955, les dispositions de l'avenant n° 10 du 31 octobre 2006, relatif aux rémunérations minimales conventionnelles, à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 février 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/51, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.